PARTI COMMUNISTE FRANCAIS SECTION VAUGIRARD

NOTRE QUARTIER

Cellule Louis CAMIN Octobre 1965 130, rue Castagnary

CANDIDAT DE LA GAUCHE

Les options de François MITTERRAND concernent à la fois les problèmes de la politique intérieure et les problèmes de la politique extérieure.

Sur le plan intérieur, tout d'abord, dans le domaine des institutions, il se prononce pour une révision de la Constitution gaulliste, pour la suppression des articles qui consacrent le pouvoir personnel, pour la responsabilité du gouvernement devant le Parlement.

A ce sujet, après avoir indiqué que le régime actuel constituait un système plébiscitaire, comme on l'a connu sous le Second Empire, il a déclaré notamment :

"Il est temps pour notre génération, au bout de vingt années, de tirer les conséquences des deux expériences q ue nous avons vécues : celle de la IVème République et celle de la Vème.

"Partant de l'actuelle Constitution, les articles qui donnent aux excès de pouvoir l'alibi de la loi seront abrogés, les articles permettant les interprétations abusives et les pratiques arbitraires seront amendés. Le Président de la République est le gardien de la stabilité gouvernementale dans le respect de la souveraineté du peuple. Son rôle sera d'appliquer et de veiller au respect de la Constitution ainsi réformée tout en incitant les futures majorités à mettre en oeuvre les options fondamentales approuvées par le suffrage universel, lors de l'élection présidentielle.

"Le second impératif tend au rétablissement des libertés : il faut assurer le respect de la loi, restaurer le droit à l'information aussi bien en ce qui concerne l'accès aux sources que dans le domaine de l'expression, préserver l'exercice des libertés syndicales et en particulier du droit de grève et rétablir le plein exercice des libertés locales".

Dans le domaine économique et social, il s'est prononcé pour une planification

.../..

ENTASSER DES ELEVES

NE FAIT PAS UNE RENTRE

- 5 000 adolescents (dans la Seine) sont restés, faute de place, à la porte des secondes.

Plus d'un tiers des professeurs sont des auxilliaires... soulignent les responsables du syndicat de l'enseignement de la région parisienne.

Surcharge monstrueuse des maternelles, menace de fermetures visant, dans la Seine, 600 classes primaires (100 ont été déjà officiellement réalisées), manque patent de maîtres et de remplaçants faute de postes, 5 000 élèves titulaires du B.E.P.C. abandonnés à la porte des secondes, désordre complet dans la situation des personnels, aggravation du nombre des professeurs non qualifiés : le tableau de la rentrée 65 dressé pour la Seine, à la Bourse du Travail, par les responsables du syndicat de l'Enseignement de la région parisienne ne correspond en rien, une fois de plus, avec les estimations idylliques du ministes Fouchet.

On cherche en vain où est la "réussite" ou même la "nette amélioration" proclamée par les services officiels !

A en juger par le nombre des grèves scolaires qui se multiplient en province -dont celle de St Martin d'Hères dans l'Isère, qui a groupé l'unanimité de près de 1 300 familles- ce n'est non plus loin de Paris que M. Fouchet pourra chercher des preuves pour nous convaincre à son optimisme.

Partout se précisent, au contraire, les traits d'un tableau que les perspectives du budget 66 du Vème Plan achèvent d'assombrir.

Déjà il apparait qu'afin d'empêcher une détérioration nouvelle et fort grave de la situation de l'enseignement public, il faut aux parents, aux enseignants, aux démocrates, déployer des efforts exceptionnels, à la mesure des menaces qui pèsent sur l'école. La quinzaine de protestation et d'action du C.N.A.L. qui débute le 9 Octobre et qui doit, cette année, servir

.../..

Candidat de la gauche (suite)

démocratique contre l'injuste répartition des fruits du travail, pour la priorité à l'Education nationale et le respect de la laïcité.

Il a déclaré notamment:

" Le taux de production fléchit, l'augmentation de la consommation individuelle régresse, les prix ne sont pas stabilisés, l'agriculture connait une crise, la charge de l'impôt est inégalement répartie, la charge des équipements collectifs est rejetée sur les collectivités locales.

" Le plan doit prévoir les conséquences sociales, des transformations économiques. A cet effet, il faut qu'il soit établi démocratiquement afin de mettre un terme à l'injuste répartition des fruits du travail de mettre en oeuvre une politique de logement et de l'équipement collectif : eau, route, électricité, équipement sanitaire, etc.

En ce qui concerne l'Education Nationale, il faut constater, dit-il, que le régime gaulliste n'a pas réussi à assurer effectivement la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans.

" La rentrée actuelle est telle que de nombreux enfants sont écartés, en particulier des établissements d'enseignement techniques et des classes maternelles.

" Il est nécessaire de démocratiser l'enseignement, de lui accorder la priorité budgétaire, de l'adapter aux besoins de la jeunesse dans notre société moderne.

" Les fonds publics doivent aller à l'école publique, l'Etat est laïque, l'Education nationale sera la priorité des "priorités".

De ces textes, il ressort que les options de François MITTERAND ne comprennent sans doute pas, en matière économique, sociale et culturelle, toutes les réformes contenues dans notre programme, mais elles en comprennent cependant un grand nombre qui vont dans le même sens.

Sans doute, MITTERRAND n'a pas parlé des nationalisations, alors que nous communistes, nous pensons qu'il faut nationaliser les monopoles qui dominent l'économie du pays, si l'on veut soustraire l'Etat à l'emprise des féodalités économiques et financières.

.../..

Entasser des élèves (suite)

de préliminaire à la grande manifestation nationale du printemps, doit être l'occasion d'impulser avec énergie la campagne de défense de l'Ecole.

Mais cela dit, il s'est prononcé positivement sur de nombreuses autres questions importantes.

En politique extérieure, tant dans son exposé préliminaire que dans ses réponses aux questions, il s'est affirmé pour l'Europe, le Marché Commun et l'alliance atlantique.

Mais, en même temps, il s'est prononcé pour une politique de coexistence pacifique, pour la signature du traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires, contre laforce de frappe atomique qu'il juge inéfficace, ruineuse et dangereuse.

Il a fait, en outre, la critique du traité d'alliance De Gaulle-Adenauer et il s'est affirmé pour la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et le règlement du problème allemand par la conclusion d'un traité de paix.

C'est dire que même sur les problèmes de politique extérieure, les prises de positions de François MITTERRAND concordent sur d'assez nombreux points avec les objectifs contenus dans notre programme

LES RAISONS DU SOUTIEN DU PARTI COMMUNISTE

Pour nous résumer et pour conclure sur la question primordiale des options et du programme nous constaterons que les options présentées par François MITTERRAND tant en politique intérieure qu'en politique extérieure comprennent de nombreux objectifs qui figurent dans le projet de programme du Parti Communiste.

Or je rappelle que, pour l'élection présidentielle, nous avons présenté un projet de programme minimum. Et lorsque nous l'avons adressé aux autres partis de gauche et organisations démocratiques y compris à François MITTERRAND en tant que Président de l'U.D.S.R." nous avions bien précisé que nos propositions n'étaient pas toutes à prendre ou à laisser, mais qu'elles étaient susceptibles d'être discutées, amendées, complétées en vue d'aboutir à un programme démocratique minimum de progrès social et .../..

paix acceptable par tous les démocrates.

Par conséquent, aujourd'hui, le véritable problème est de savoir si les options politiques présentées par Mitterrand - pour l'étape de l'élection présidentielle - -comprennent un minimum de propositions acceptables par tous les partis de gauche et organisations démocratiques.

Car je me permets de souligner devant le Comité Central que pour nous, communistes -comme d'ailleurs pour tous les démocrates conséquents- l'élection présidentielle n'est qu'une étape dans la bataille contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.

Cela signifie que pendant et après l'élection présidentielle nous poursuivrons nos efforts afin de faire progresser dans l'esprit des masses populaires elles-mêmes la grande idée du programme commun à tous les partis et organisations démocratiques.

Et nous croyons que le fait que les socialistes, les communistes et autres républicains voteront ensemble le 5 Décembre prochain peut grandement contribuer à créer les conditions les plus favorables pour la réalisation d'une véritable entente - sur la base d'un programme commun- entre le Parti Communiste, le Parti Socialiste et tous les autres partis et organisations démocratiques.

C'est pourquoi le Bureau Politique considère qu'à l'étape actuelle de l'élection présidentielle, les options politiques pour lesquelles s'est prononcé François MITTERRAND -même si elles valent des remarques de notre part- constituent vraiment un programme minimum acceptable par tous les démocrates qui veulent s'unir dans la lutte contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.

Au début de mon rapport j'ai dit que la candidature de François MITTERRAND pouvait devenir la candidature d'union de toute la gauche aux trois conditions suivantes :
1° que le candidat soit un opposant résolu au pouvoir personnel;
2° que le programme et les options qu'il soutient soient dans l'ensemble et pour l'essentiel acceptables par tous les démocrates;
3° qu'il s'appuie sur tous les partis de gauche sans exclusive y compris le Parti Communiste.

L'examen auquel nous venons de procéder montre que ces trois principales conditions sont, pour l'essentiel remplies.

C'est pourquoi le Bureau Politique unanime propose au Comité Central de décider que le Parti Communiste apportera son soutien à la candidature de François Mitterrand, comme candidature d'union des partis et organisations démocratiques.

Evidemment, en appuyant la candidature MITTERRAND pour l'élection présidentielle, le Parti ne renonce à aucune de ses positions politiques.

En effet, il va de soi que tant qu'il n'y aura pas un programme commun à tous les partis et organisations démocratiques, notre Parti Communiste continuera à défendre et à diffuser son projet de programme, pour une démocratie véritable.

Nous continuerons à demander l'abrogation de toutes les dispositions constitutionnelles qui établissent le pouvoir personnel, l'élection d'une Assemblée nationale ayant réellement le pouvoir de faire les lois et devant laquelle le gouvernement doit être responsable.

Nous continuerons à nous affirmer pour la sauvegarde et l'extension des libertés démocratiques qu'il s'agisse des libertés communales et départementales ou des libertés syndicales et politiques.

Nous continuerons à réclamer la nationalisation des grands monopoles qui dominent l'économie nationale, ainsi que les grandes banques d'affaires avec la gestion démocratique de toutes les entreprises nationalisées.

Nous continuerons à demander la mise en oeuvre d'un plan de développement économique et social qui assure l'expansion de l'économie nationale et le relèvement continu du niveau de vie de toute la population, notamment par le relèvement des salaires et retraites et la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Nous continuerons à réclamer les crédits beaucoup plus importants pour l'Education Nationale et la recherche scientifique, une réforme démocratique de l'enseignement selon les principes du Plan Langevin-Wallon comportant la prolongation de la scolarité jusqu'à dix-huit ans, le rétablissement de la laïcité.

Nous continuerons à proposer la construction d'au moins 500 000 logements par an dont 300 000 logements sociaux H.L.M. à des prix de loyers accessibles aux familles modestes.

.../..

Nous poursuivrons notre campagne pour une réforme fiscale démocratique faisant payer les sociétés capitalistes et réduisant l'impôt sur les revenus qui frappe les salariés et les classes moyennes, ainsi que les taxes indirectes qui grèvent lourdement les produits de grande consommation.

Nous continuerons à nous affirmer pour le soutien de la coopération agricole sous toutes ses formes; pour une politique agricole assurant une juste rémunération du travail paysan et l'aide aux régions industriellement sous-développées ou menacées par les fermetures d'usines.

Enfin, nous poursuivrons nos efforts pour faire triompher une politique active de paix et de coexistence pacifique comportant avec l'abandon dela force de frappe atomique, la coopération internationale avec tous les pays, sans distinction de régime social, y compris par conséquent avec des pays socialistes.

Nous avons enregistré le fait que Mendès France et quelques uns des dirigeants du P.S.U. sont intervenus, en marge de la réunion du Comité politique du P.S.U., pour empêcher que le P.S.U. rejette la candidature MITTERRAND.

En revanche, d'autres dirigeants du P.S.U. semblent s'acharner à faire échouer la candidature d'union démocratique de François MITTERRAND -alors qu'ils savent parfaitement qu'elle est la seule possible dans les circonstances actuelles.

C'est sans doute leur affaire, mais nous ne les suivrons pas, car nous ne voulons pas faire le jeu de De Gaulle et de Pinay, ni favoriser les manoeuvres de torpillage en faveur de ces derniers, d'où qu'ils viennent.

La principale raison qui doit nous déterminer à nous prononcer pour le soutien de la candidature d'union démocratique de François MITTERRAND, c'est que cette candidature peut favoriser la réalisation dans le pays de l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques dans la lutte contre le pouvoir personnel, pour la démocratie.

Tout d'abord, dans la mesure où tous les partis de gauche, et en particulier le Parti Communiste et le parti socialiste, iront ensemble à la bataille de l'élection présidentielle, un coup sérieux pourra être porté au régime de pouvoir personnel, des millions et des millions de voix s'affirmeront pour la démocratie.

Et, quel que soit le résultat des élections -c'est à dire même si de Gaulle était malgré tout élu- ce sont les conditions qui seront alors crées pour aller plus vite vers la réalisation d'un rassemblement populaire toujours plus large, vers un rassemblement majoritaire capable d'éliminer le pouvoir personnel et d'assurer l'établissement d'une démocratie réelle.

Car le fait que, le 5 Décembre prochain les partis socialistes et communistes voteront ensemble est un fait qui est susceptible d'avoir une très grande portée sur l'évolution de la situation politique en France après l'élection présidentielle.

Cela ne manquera pas de contribuer au développement ultérieur de l'unité d'action entre socialistes et communistes au rassemblement de toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales.

Nous devons concentrer nos coups principaux contre les tenants du pouvoir personnel qui appliquent la politique des grands monopoles capitalistes au détriment des interêts du peuple et nous devons, en même temps, critiquer sévèrement les autres formations réactionnaires qui agissent également au profit de la grande bourgeoisie.

BULLETIN D'ADHESION

POUR UNE VERITABLE DEMOCRATIE

J'adhère au Parti Communiste Français

NOM ____________ Prénom ______________

Age __________ Profession ______________

Adresse ______________________________

Paris le

Signature

Remettez ce bulletin une fois rempli à un militant connu de vous, ou envoyez-le à la Section du P.C.F. 130, rue Castagnary